

Recherches sociographiques



DÉPARTEMENT DE RELATIONS INDUSTRIELLES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, *Le syndicalisme canadien : une réévaluation*

Pierre Roberge

Volume 10, Number 1, 1969

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055454ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055454ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Roberge, P. (1969). Review of [DÉPARTEMENT DE RELATIONS INDUSTRIELLES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, *Le syndicalisme canadien : une réévaluation*]. *Recherches sociographiques*, 10(1), 133–134. <https://doi.org/10.7202/055454ar>

300 voiles, 74 galères et 30,000 hommes de l'empereur Charles-Quint, destinées à déloger de Tunis le renégat Barberousse? Si la comparaison et l'étude des activités et des dépenses royales à cette époque illustrent le degré d'intérêt des princes envers les Terres-neuves, une conclusion négative semble s'imposer.

À cette exception près, le volume de Groulx est clair et précis. L'auteur fait une critique très serrée des sources et des études et n'admet que l'évidence. Dans les cas litigieux, il présente un état de la question, donne les certitudes acquises, les doutes soulevés et les problèmes en suspens. Une phrase qui se veut conclusion à l'étude des buts du dernier voyage de Cartier illustre bien la technique utilisée tout au long du volume: « Non sans quelque perplexité, l'on aligne ces interrogations et ces doutes » (p. 149). Voilà bien une rigueur scientifique modèle.

Jacques MATHIEU

*Archives du Québec,
Ministère des affaires culturelles.*

DÉPARTEMENT DE RELATIONS INDUSTRIELLES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL, *Le syndicalisme canadien : une réévaluation*, Québec, Les presses de l'université Laval, 1968, 293 p.

Le département de relations industrielles de Laval publie sous ce titre les communications présentées à son 23^e congrès, tenu à Québec en avril 1968. L'ouvrage comprend en outre un essai qui tente de dresser un bilan et de dégager les principaux horizons ouverts par ces communications (pp. 243-262), ainsi que deux articles de Gérard Dion, l'un sur la situation du syndicalisme au Canada, l'autre sur la concurrence syndicale dans le Québec, articles parus à l'origine dans la *Revue française des affaires sociales* et dans *Relations industrielles* respectivement.

La plupart des communications partent de constats identiques. D'une part, le syndicalisme canadien traverse une crise causée par l'inadéquation de ses structures face à ses problèmes actuels. Les organisations syndicales restent divisées entre elles, morcelées en leur sein, leur action la plus efficace se déroule encore au niveau de l'établissement alors que le pouvoir économique, lui, se concentre, que les décisions d'importance se prennent de plus en plus dans des entreprises à établissements multiples, voir au niveau de groupes d'entreprises et même du secteur industriel. D'autre part, il existe un décalage important entre les objectifs et les résultats de l'action syndicale, décalage accru par l'émergence de nouveaux problèmes, l'augmentation des emplois tertiaires et la redécouverte de la pauvreté, sur lesquels l'action syndicale n'a, jusqu'à maintenant, eu que peu de prise.

La relative unanimité des conférenciers dans leur évaluation de la situation donne à leurs communications un trop grand air de parenté, que vient heureusement rompre, par moments, la spécificité des objets dont ils traitent. Il ne saurait être question ici de rendre justice à chaque communication particulière; contentons-nous de les regrouper et d'indiquer brièvement leur sens. Sur les relations complexes qui lient les objectifs syndicaux, les structures syndicales et les structures et les problèmes de la société nouvelle, on lira les communications de Jean-Réal Cardin (pp. 15-43) et Stuart Jamieson (pp. 77-99) ainsi que le discours de clôture de l'honorable Maurice Lamontagne (pp. 227-243). Dans la même veine, mais sur un objet plus circonscrit, Léo Robach (pp. 119-144) étudie la situation des travailleurs non-syndiqués alors que Shirley B. Goldenberg (pp. 145-170) examine les problèmes que pose l'extension de la formule syndicale à des secteurs neufs, en particulier chez les ingénieurs et chez les cadres. La communication d'Evelyn Dumas (pp. 99-118) porte sur une question controversée, celle de la rivalité intersyndicale. Elle appuie sa recherche d'une solution sur l'étude de deux cas de conflits intersyndicaux, ceux de Radio-Canada et de QIT. Vincent Lemieux examine une autre question controversée, celle des formules d'ac-

tion politique retenues par les organisations syndicales canadiennes, et dit l'intérêt qu'il voit dans la création des comités syndicaux d'action politique (pp. 201-226).

Deux communications manifestent des préoccupations plus théoriques, celle de Gérard Dion sur la démocratie syndicale (pp. 77-99) et de Bernard Solasse sur le syndicalisme et la participation aux décisions économiques (pp. 171-200).

Une pratique, devenue tradition, de ces congrès consiste à faire commenter les exposés, qui sont généralement le fait d'universitaires, par des syndicalistes et des dirigeants d'entreprise. C'est peut-être la transcription de ces commentaires qui intéresse le plus immédiatement la sociologie du syndicalisme et l'histoire du mouvement ouvrier canadien. Sur nombre de points, l'avenir du syndicalisme, la syndicalisation des secteurs difficilement syndiqués, la rivalité intersyndicale et son opposée l'unité, la formule d'action politique que devraient choisir les syndicats, ces commentaires nous permettent de voir, côte à côte, les thèses, ou à tout le moins les positions, de la CSN d'une part, de la FTQ et du CTC de l'autre.

À ce sujet, il est intéressant de noter la communauté de pensée qui unit les universitaires et les représentants de la CSN et qui, partant, oppose ces deux groupes aux représentants du CTC et de la FTQ. Un examen de la collection complète des ouvrages parus à la suite de chacun des congrès — dont la liste nous est donnée en annexe (pp. 289-293) — nous permettrait de voir si cet accord est permanent ou s'il s'agit au contraire d'un phénomène conjoncturel.

Pierre ROBERGE

*Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.*

EN COLLABORATION. *La recherche au Canada français*, Montréal, Les presses de l'université de Montréal, 1968, 164 p. Textes présentés par Louis BAUDOIN.

Cet ouvrage réunit tous les textes des communications soumises en langue française au colloque de la Section des lettres et des humanités, lors de la réunion annuelle de la Société royale du Canada (juin 1968).

Roger Gaudry, en introduction, rappelle d'abord les grandes étapes de l'autocritique des chercheurs francophones depuis une vingtaine d'années. Il porte ensuite un jugement sur l'ensemble des diagnostics qu'établissent les divers collaborateurs dans leurs secteurs respectifs et il conclut: « Nous avons besoin d'une politique de la science et de la recherche dans tous les champs de la connaissance » (p. 13). Puis figurent une dizaine d'études particulières rendant compte de l'état de la recherche dans les disciplines suivantes: physique, biologie, mathématique, pharmacie, géologie, médecine, psychologie, science économique, relations industrielles, histoire, pédagogie, science juridique, philosophie et littérature.

Dans un exposé préalable, Philippe Garigue examine les « effectifs scientifiques francophones au Québec » et l'« orientation » de leur recherche (p. 16). Sa conclusion: « d'une façon générale, la relation entre la recherche scientifique et la société canadienne-française est dominée par cette séparation entre le contrôle des activités industrielles et les aspirations de développement économique et social de la population francophone » (p. 18). Léon Lortie trace un portrait de la situation dans huit disciplines différentes: biologie, chimie, géologie, mathématique, physique, pharmacie, psychologie, sciences appliquées. Il souligne à la fois les espoirs et les difficultés de la recherche — qui sont variables d'une discipline à l'autre. Son bilan, dans l'ensemble, demeure positif. Jacques Genest trace un portrait analogue pour le compte des sciences médicales: il résume d'abord les obstacles à la recherche — « difficultés financières; obstacles sociaux; obstacles para-constitutionnels » (p. 44-48) —, il passe ensuite aux réalisations, puis aux projets d'avenir.

Jacques Parizeau estime que la recherche en science économique au Québec « n'en est qu'à ses premiers balbutiements » (p. 57). Les milieux de recherche se ramènent essentielle-